

## CSAL du 11 octobre 2023

## Un CSAL marathon !

Dans sa déclaration liminaire, **La CGT** a rappelé au directeur ses obligations en matière de dialogue social et de santé et sécurité de ses agents. La question du pouvoir d'achat a été évoquée, notamment par le prisme des primes. **La CGT** a indiqué que le 13 octobre était une journée de mobilisation européenne sur les salaires et contre l'austérité.

### EXPÉRIMENTATION SUR LA RÉORGANISATION DE L'ACCUEIL DE VAR AMENDES



La Direction veut fermer l'accueil physique quotidien de la trésorerie VAR Amendes à compter du 1er janvier 2024. Elle affirme qu'il s'agit d'une expérimentation réversible. Nous savons malheureusement ce qu'il en est des expérimentations...

Toute la rhétorique de la Direction repose sur un postulat, tout va se régler par téléphone. La réalité, c'est que le public VAR Amendes est un public différent, celui qui vient régler les amendes et, en particulier, les amendes liées à des condamnations pénales. Celles-ci seront donc à régler au SIP.

Un déport inévitable aura lieu aussi pour les autres amendes même si la Direction affirme que ce ne sera pas le cas.

**La CGT** a souligné la grande tension qui régnait déjà à l'accueil du SIP de TOULON et les graves risques posés par la décision de l'administration, à la fois pour les agents de l'accueil et pour l'ensemble des agents, compte tenu de l'entrée de service du personnel à la Cité Administrative, entrée par laquelle les contribuables essaient régulièrement de se glisser.

Pour **la CGT**, ce projet est porteur de dangers pour les agents et éloigne encore plus le service public. La DDFiP poursuit la politique de réduction de l'accueil physique pour les amendes et reporte sur un SIP déjà surchargé, le flux des redevables « amendes ».

Le vote **CONTRE** a été **UNANIME** (FO, SOLIDAIRES, CGT, CFDT-CFTC). Le CSAL sera donc reconvoqué.

### PONTS NATURELS 2024

Il existait 2 possibilités en 2024 : le 10 mai et le 16 août. **La Direction a proposé le 16 août (financé par l'autorisation d'absence DG). Le 10 mai** devrait donc être « un jour normal », donc travaillé. Le DDFiP a expliqué que le DG avait été clair : les ponts naturels n'existent qu'à la DGFIP et ne doivent plus être la règle.

**La CGT** a rappelé sa position depuis le début des ponts naturels. Nous sommes pour des ponts financés par des autorisations d'absence (nationale, départementale...) comme cela se faisait avant l'invention des ponts naturels.

La direction est restée sur sa position, à savoir : Pont Naturel uniquement le 14 août.

Le vote **CONTRE** a été **UNANIME** (FO, SOLIDAIRES, CGT, CFDT-CFTC). Le CSAL sera donc reconvoqué.

### QUESTIONS DIVERSES



## ➤ Prime pouvoir d'achat

La situation des contractuels est toujours à l'étude ! **La CGT** a exigé que la prime pouvoir d'achat leur soit attribuée, indiquant qu'il s'agissait d'une attitude déplorable que de ne pas leur verser !!

## ➤ Accueil dans les SIP



**La CGT** a fait une tournée de service en septembre et a pu constater la forte affluence dans les accueils des SIP avec des conséquences graves sur les agents (épuisement, impossibilité d'avoir une pause méridienne normale ...). Les agents enchaînent souvent accueil physique puis accueil téléphonique l'après-midi. Malgré la promotion du tout internet et téléphone, la demande d'accueil physique ne faiblit pas. **La CGT** a déposé une **pétition rédigée par les agents du SIP de Fréjus** qui sont à bout.

Fermeture anticipée, renforts en effectif, les pistes ne manquent pas pour améliorer la situation. La Direction va apporter une attention

particulière au SIP de Fréjus.

**La CGT** a demandé que la situation des accueils des SIP fasse l'objet d'un point particulier lors d'un prochain CSAL, car il est important que l'on analyse les raisons qui font que les SIP sont submergés et il faut débattre des mesures à mettre en œuvre. Le DDFiP a donné son accord.

## ➤ Plan Cité

L'intersyndicale, à l'appui d'une motion, a déposé les pétitions des agents de TOULON pour demander le maintien des sites de St-Bernard et de Vert-coteau.

De longs échanges sur le plan Cité ont démontré que, pour notre part, nous allons tout faire pour conserver les m<sup>2</sup> de bureau pour les agents, des espaces de convivialité dignes de ce nom et des places de parking.



Si la Direction semble favorable à l'idée de conserver l'immeuble St-Bernard et son parking, elle nous a bien fait comprendre que c'était, pour elle, presque **mission impossible**.

On nous a dit dans le texte : « St-Bernard est vendu ! », ce qui est factuellement un mensonge ! Le DDFiP a d'ailleurs rectifié rapidement cette affirmation.

On nous a développé, à nouveau, tout un argumentaire pour nous faire renoncer à toute résistance. **La CGT** va publier un contre-argumentaire sur les mensonges de l'administration durant ces dernières années et ceux qui continuent à nous être servis.

**Le DDFiP a accepté que le Plan Cité soit soumis à l'avis des représentants du personnel dans une prochaine séance de CSAL en Formation Spécialisée (santé, sécurité et conditions de travail, ex-CHSCT)**. Bref, la lutte ne fait que commencer et c'est uniquement par l'intervention des agents que nous pourrions obtenir de réels changements.

Ce CSAL aura démontré que si **la CGT** et les autres syndicats sont prêts au dialogue social, la Direction écoute mais reste campée sur ses positions.

Lors de ce CSAL, nous avons pu porter l'expression des agents (Plan Cité, SIP Fréjus) et c'est ce qu'il faut poursuivre sur tous les sujets.

**Face aux projets néfastes, exprimons-nous !**

**La CGT mettra tout en œuvre pour assurer de bonnes conditions de travail et la sécurité des agents.**



CGT Finances Publiques 83  
20 place Noël Blache-83000 Toulon  
Tel : 04.94.22.82.65  
Mail : [cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site : <https://83.cgtfinancespubliques.fr/>  
Facebook : CGT Finances Publiques 83

